

Rencontres Nationales des Fermes Publiques 2025 à Epinal – Grand Témoin

« La démarche alimentaire au service de la transition agroécologique »

par Marc BENOIT (paysagro@gmail.com), Dr. INRAE Mirecourt jusqu'en 2021, membre du Collectif Paysages de l'Après Pétrole, du Centre Ecodéveloppement Villarceaux et de l'Association Française d'Agronomie.

« Déjà, tous mes remerciements de me permettre d'être des vôtres pendant ces journées, et d'assister en direct à la naissance du réseau national des fermes publiques.

En introduction, j'aimerais revenir sur un point majeur, l'évolution des rapports entre les pratiques humaines et les milieux naturels. Jusqu'en dans les années 1960, les liens n'étaient pas pensés ; les premiers livres de Rachel Carson « Silent spring » et Jean Dorst « Avant que Nature meure » initièrent une très lente prise de conscience.

Aux alentours des années 1975, un lien naît officiellement : l'impact des pratiques humaines sur les milieux naturels, avec la mise en place d'études d'impact.

Et troisième phase, depuis les années 1990 et les premiers rapports du GIECC, les milieux ne sont plus naturels, mais tous peu ou prou anthropisés, et non seulement nos pratiques impactent ces milieux, mais leurs modifications nous impactent en retour. Les situations climatiques et de la biodiversité sont deux exemples redoutables de nos relations complexes au « système Terre ».

Abordons une courte histoire des gestions collectives...

Les représentations pariétales du néolithique illustrent des scènes de chasse, toujours collectives. A l'époque médiévale, la puissance seigneuriale organisait son territoire, comme l'illustre les mois des « très riches heures du duc de Berry », avec déjà une polyculture-élevage, un soin aux ruisseaux, et aux arbres, en particulier les saules têtards fournisseurs d'osier indispensable pour fabriquer tous les objets de transport des aliments, et leur stockage.

Plus proche de nous, les primes d'honneur récompensaient dans les années 1860, les fermes, non seulement bien organisées, mais capables de nourrir l'ensemble des propriétaires et travailleurs, comme dans la ferme de Bertheauville, au clos-masure de 4 hectares (potager entourant les bâtiments avec ses vergers et jardins).

Mais, le tournant historique essentiel est celui de la Révolution française qui créa les communes, les conseils municipaux, et les départements. Ces nouveaux objets politiques et territoriaux s'emparent rapidement des forêts dans de nombreuses cessions de biens

nationaux, issus des anciennes propriétés de nobles et du clergé... Mais aussi de bâtiments, routes et chemins, et bien sûr de l'eau, dont les communes sont responsables de la qualité, avec les amendements de la loi GEMAPI.

Les communes devinrent ainsi propriétaires également de nombreuses terres agricoles... dont elles sont encore aujourd'hui propriétaires, et donc, gestionnaires. Mais autant les forêts sont gérées, avec appui souvent de l'ONF, autant les terres communales sont confiées au régime commun du bail à ferme, sans aucun lien avec les enjeux communaux. Ici, se joue une partie de l'avenir des fermes publiques dans toutes les communes de France.

Nous sommes à la croisée des chemins, avec une dégradation massive des ressources : qu'il s'agisse des ressources en eau, de plus en plus dégradées par les teneurs en nitrates, pesticides et PFAS, des sols, dont les teneurs en matières organiques et les tassements se dégradent, il est urgent de changer de direction.

A l'avenir, quelles actions mener ?

- *Changer notre alimentation :*

Un scénario alternatif aux dérives actuelles de nombre de nos agricultures a été élaboré par Solagro, appuyé par un conseil scientifique très pluri-disciplinaire : AFTERRES 2050. Un petit tableau illustre les changements alimentaires proposés pour améliorer nos santés et l'état des ressources naturelles.

Produits (en g/j/adulte)	2010	Afterres2050	évolution 2010-2050
céréales	281	340	21%
Légumineuses et fruits à coque	10	41	310%
Fruits	160	196	23%
Légumes	139	170	22%
Huiles	15	17	13%
Boissons alcooliques	155	113	-27%
sucre	21	19	-10%
Pomme de terre	58	49	-16%
Viandes et abats	188	95	-49%
Produits laitiers	235	122	-48%
Œufs	15	11	-27%
Graisses animales	11	8	-27%
Poissons et crustacés	31	8	-74%
autres (stimulants, épices)	278	250	-10%

Source : scénario AFTERRES 2050 (Solagro)

- *Travailler en cohérence à plusieurs échelles :*

L'exemple du pastoralisme ovin nous illustre un usage remarquable des alpages, avec zéro intrant. Mais il faut des surfaces de plaine pour permettre l'hivernage des animaux et des consommateurs de viande ovine (ici de très haute qualité environnementale) dans un marché organisé.

- *Protéger l'eau et la gérer comme un bien collectif, en régie si possible :*

En effet, l'eau est le premier aliment humain, donc, celui dont la qualité dans les cantines devrait être parfaite, et de plus, l'eau est présente dans de très nombreux process « culinaires ». Pour protéger l'eau, trois usages des sols sont efficaces :

- Les forêts,
- Les prairies permanentes,
- Les conduites en agriculture biologique.

- *Stabiliser les acquis sur le long terme et généraliser les obligations réelles environnementales (ORE) :*

- cf. la loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages et l'article L. 132-3 du code de l'environnement,
- Les ORE permettent de faire perdurer des usages et pratiques environnementalement efficaces, comme c'est le cas des fermes publiques en agriculture biologique,
- Les ORE sont Reconnues positivement, jusqu'à 99 ans, dans le cadre d'un bail emphytéotique,
- Exemple des vergers: ils sont indispensables, devenus trop rares, et se gèrent sur des décennies.

Pour conclure, quelques points critiques pour l'avenir des fermes publiques :

- Retrouver la maîtrise du foncier dont les communes sont propriétaires, sans en avoir la gestion, car loué en bail à ferme à des agriculteurs. La question centrale est : comment retrouver, comme dans le cas des forêts communales, une capacité de production publique ? Donc, il faut identifier ces surfaces, interroger leurs usages actuels, proposer de nouvelles perspectives pour une alimentation saine et durable.
- Gérer des contrats sur l'ensemble des filières et tenir les engagements conclus sous deux contraintes : les recommandations des nutritionnistes, les efficacités environnementales de l'ensemble de la chaîne alimentaire ET tenir à jour les enregistrements (matière, temps, énergie) pour pouvoir évaluer les progrès du fonctionnement des fermes publiques.
- Evaluer pour progresser : par exemple avec la méthode d'évaluation multicritères reconnue et opérationnelle IDEA (version 4). Elle vous permet d'évaluer en 53

indicateurs et 5 propriétés-clés le fonctionnement actuel de la ferme et les progrès effectués.

- Un repas n'est pas composé que de légumes de maraîchage ! Les fermes publiques se devraient d'être en capacité de livrer des fruits (vergers, y compris de variétés anciennes), des légumes de plein champ (pommes de terre, lentilles, pois, ...) et pourquoi pas des produits animaux (ovins, caprins, ...). Des systèmes agraires de type agroforesterie avec haies fruitières ou prés-vergers seraient fort pertinents.
- S'adapter au changement climatique, avec deux contraintes croissantes : l'alimentation en eau des plantes (maraîchage à l'ombre de fruitiers, augmenter la teneur en matière organique des sols pour y stocker mieux l'eau des pluies) et le choix d'espèces et cultivars adaptés aux nouvelles contraintes climatiques (sommes de température, penser aux espèces méditerranéennes, ...).
- N'oublions pas de mobiliser les capacités de recherche sur des sujets à enjeux du réseau. Les situations des fermes publiques, leurs diversités créent de belles questions qui plairaient à des jeunes, tant pour leurs stages de master que pour des sujets de thèses.

Et pour conclure, mes plus chaleureux remerciements au réseau des fermes publiques, à Gilles Pérole et Patrick Nardin, élus qui m'ont permis d'être parmi vous... et de jouer à domicile ! »

En complément, à lire le soir au coin du feu :

- ▼ Bertrand A., 2014. Hyper-ruralité. Un pacte national en 6 mesures et 4 recommandations pour restaurer l'égalité républicaine, Rapport au Sénat, 74 p. [en ligne]
 - ▼ Berque A., 2010. Milieu et identité humaine. Notes pour un dépassement de la modernité, Paris, Donner lieu.
 - ▼ Latour B., 2017. Où atterrir ? Comment s'orienter en politique, Paris, La Découverte.
 - ▼ Poli D., 2018. Formes et figures du projet local, Paris, Eterotopia France.
- Virilio P., Depardon R., Scofido D. et al. , 2009. Terre natale. Ailleurs commence ici, Arles, Actes Sud / Fondation Cartier pour l'art contemporaine.